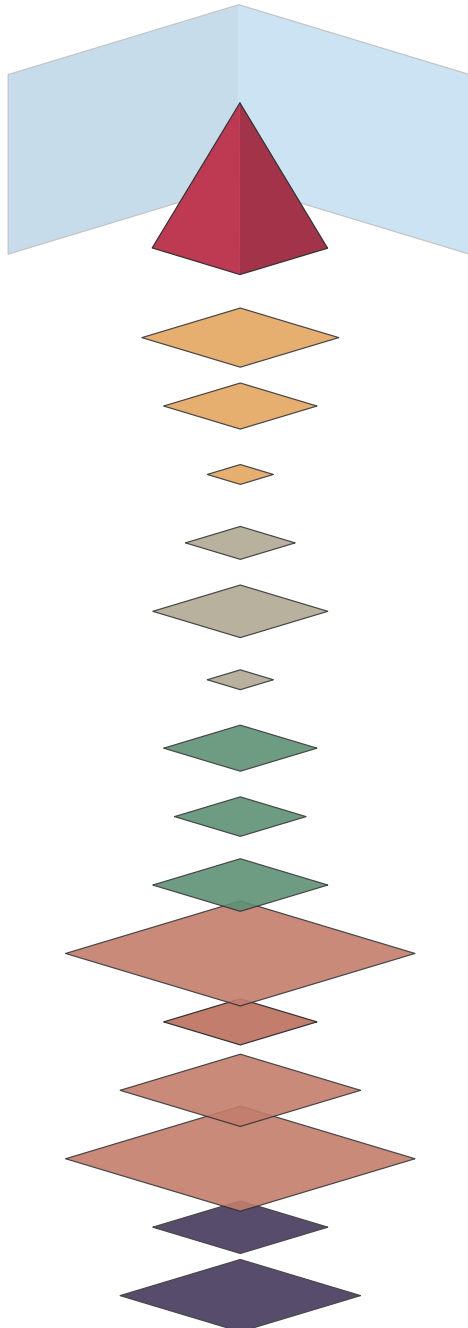




MAURICE



4.23

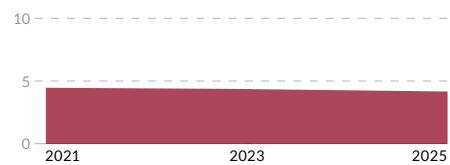
↘0.14

SCORE DE CRIMINALITÉ

143^e sur 193 pays ↘5

46^e sur 54 pays africains ↘1

9^e sur 13 pays d'Afrique australe ↘1



MARCHÉS CRIMINELS

4.17 ↗0.04

TRAITE DES PERSONNES	4.50	0.00
TRAFIC D' ÊTRES HUMAINS	3.50	0.00
RACKET D' EXTORSION ET CHANTAGE À LA PROTECTION	1.50	0.00
TRAFIC D' ARMES	2.50	0.00
COMMERCE DE PRODUITS DE CONTREFAÇON	4.00	0.00
COMMERCE ILLICITE DE BIENS DE CONSOMMATION SOUMIS À ACCISE	1.50	↘0.50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	3.00	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	4.00	0.00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX RESSOURCES NON RENOUVELABLES	8.00	0.00
COMMERCE D' HÉROÏNE	3.50	0.00
COMMERCE DE COCAÏNE	5.50	0.00
COMMERCE DE CANNABIS	8.00	0.00
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	4.00	0.00
CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE	5.50	↗1.00
CRIMINALITÉ FINANCIÈRE		



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

4.30 ↘0.30

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	2.00	0.00
RÉSEAUX CRIMINELS	5.50	↘1.00
ACTEURS INTÉGRÉS À L' ÉTAT	5.00	↘1.00
ACTEURS ÉTRANGERS	4.00	↘0.50
ACTEURS DU SECTEUR PRIVÉ	5.00	↗1.00



Financé par
le gouvernement
des États-Unis.

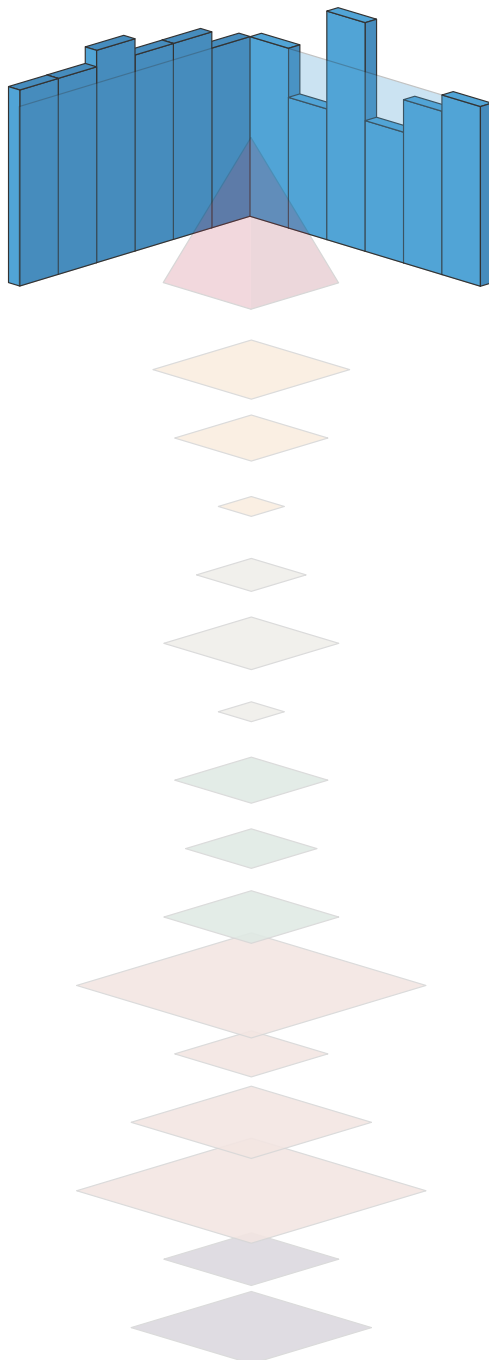


Funded by
the European Union

Le programme ENACT est financé par
l'Union européenne et mis en œuvre par
l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL,
en collaboration avec Global Initiative
Against Transnational Organized Crime.



MAURICE



5.58

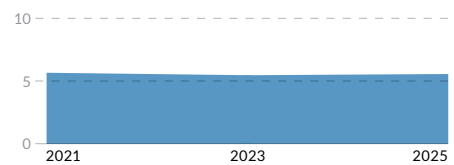
±0.04

SCORE DE RÉSILIENCE

50^e sur 193 pays ±6

4^e sur 54 pays africains ±1

2^e sur 13 pays d'Afrique australe -



LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	6.00	0.00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DES GOUVERNEMENTS	6.00	0.00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	6.00	0.00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	6.00	0.00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	5.50	0.00
FORCES DE L' ORDRE	5.50	±0.50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	4.00	0.00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D' ARGENT	7.00	0.00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	4.00	0.00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	5.00	0.00
PRÉVENTION	5.50	0.00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	0.00	0.00
	0.00	0.00
	0.00	0.00



Financé par
le gouvernement
des États-Unis.



Funded by
the European Union

Le programme ENACT est financé par
l'Union européenne et mis en œuvre par
l'Institut d'études de sécurité et INTERPOL,
en collaboration avec Global Initiative
Against Transnational Organized Crime.

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La traite des personnes constitue un défi à Maurice, malgré l'existence d'un cadre juridique prohibant cette pratique. Le marché est particulièrement actif dans les domaines du travail forcé et de l'exploitation sexuelle, et les ressortissants étrangers originaires du Bangladesh, d'Inde, de Madagascar, du Sri Lanka et du Népal sont les plus touchés. Les réseaux de traite ciblent des individus destinés à travailler dans les secteurs de l'habillement, du textile, de la fabrication et de la construction. On observe une tendance croissante chez les travailleurs étrangers à passer illégalement du secteur textile à des emplois mieux rémunérés dans la construction, ce qui les expose à l'exploitation et à des risques accrus de traite. Des acteurs du secteur privé, notamment des chefs d'entreprise, ont été impliqués dans des pratiques coercitives telles que la confiscation des passeports afin de contrôler les travailleurs migrants. Le lien entre la traite des personnes et le trafic de drogue s'est également intensifié et les personnes victimes de la traite, en particulier les travailleurs du sexe, ont été contraintes à distribuer de la drogue. Cette tendance est particulièrement visible sur l'île de Rodrigues et dans les zones urbaines telles que Port-Louis, Beau Bassin-Rose Hill et Quatre Bornes. Des groupes organisés exploitent fréquemment les femmes malgaches par le biais d'offres d'emploi frauduleuses, ce qui entraîne une augmentation des cas d'exploitation.

Le trafic d'êtres humains demeure largement peu structuré et les éléments attestant l'existence de réseaux d'envergure sont limités. Le pays sert principalement de point de transit et les personnes victimes de trafic, y compris les femmes malgaches, transitent souvent par Maurice pour se rendre dans les États du Golfe. Les opérations de trafic se font principalement par voie aérienne, les aéroports mauriciens servant de plateformes de transit clés.

Le racket d'extorsion et le chantage à la protection sont sporadiques et peu organisés. Des rapports font état d'incidents isolés impliquant des réseaux criminels qui extorquent des citoyens. Des liens entre le racket d'extorsion et les crimes commis avec des armes à feu ont été mis en évidence, mais le marché est relativement restreint et peu structuré.

COMMERCE

Le trafic d'armes est largement peu développé en raison de la politique stricte de Maurice en matière d'armes à feu. Les armes à feu sont disponibles à la vente, mais la réglementation stricte a entraîné une baisse du commerce illicite des armes. Néanmoins, des acteurs de la criminalité, notamment des

gangs locaux, se procureraient des armes, principalement pour les utiliser dans des conflits liés au trafic de drogue. Le lien entre le trafic d'armes et les marchés de la drogue est particulièrement notable, certains groupes criminels engageant des affrontements armés avec les forces de l'ordre. Par rapport aux tendances régionales, le trafic d'armes à Maurice est relativement faible, mais la demande continue des acteurs de la criminalité souligne les risques persistants.

Le marché des produits de contrefaçon est consolidé et Maurice est une plaque tournante pour les produits de contrefaçon transitant de l'Asie vers le reste de l'Afrique et l'Union européenne. La Chine est la principale source de produits de contrefaçon, tandis que les textiles de contrefaçon proviennent principalement de Thaïlande, du Bangladesh et d'Inde. Les articles contrefaits couvrent une large gamme de produits, notamment des textiles, des cosmétiques, des montres, des produits pharmaceutiques, des cigarettes et des composants automobiles. Des acteurs locaux et étrangers, y compris des réseaux organisés connus sous le nom de « pirates », sont actifs dans ce commerce, tirant souvent parti du secteur du tourisme pour distribuer des produits de contrefaçon.

Le commerce illicite de biens de consommation soumis à accise est largement fragmenté, bien qu'il existe des exceptions dans le commerce du tabac et de l'alcool. Certains acteurs du secteur privé se livrent à la contrebande pour éviter une fiscalité élevée et les marchandises entrent souvent sur le territoire en provenance de Madagascar et de La Réunion. Néanmoins, l'implication d'éléments relevant du crime organisé dans ce commerce illicite demeure incertaine.

ENVIRONNEMENT

La criminalité liée à la flore à Maurice concerne principalement la récolte illégale de bois de santal, des réseaux criminels peu structurés se livrant à l'exploitation forestière illicite. Le bois de santal est très prisé et les cargaisons saisies atteignent des valeurs marchandes importantes. Ce commerce persiste malgré des arrestations périodiques, et les forces de l'ordre ne disposent pas d'une compréhension claire des structures criminelles plus larges sous-jacentes à ces activités. Maurice est également une destination pour le trafic illégal de bois de rose en provenance de Madagascar. Des rapports indiquent que des acteurs politiques locaux et régionaux, des réseaux commerciaux transnationaux et des syndicats du crime organisé joueraient un rôle dans le commerce du bois de rose.

La criminalité liée à la faune à Maurice est relativement peu structurée, la plupart des opérations étant menées par des acteurs indépendants plutôt que par des groupes organisés. Cependant, le marché des tortues est consolidé

et les trafiquants illégaux ciblent ces espèces. Maurice sert également de point de transit pour le commerce illégal d'espèces sauvages et des cas de contrebande d'oiseaux serins et de tortues de mer ont été signalés dans le pays. Ce commerce est stable et des acteurs nationaux et étrangers tirent profit des transactions liées à la faune.

La criminalité liée aux ressources non renouvelables concerne principalement le trafic illégal d'or, et le pays est impliqué dans la facilitation des transactions financières transfrontalières liées à la contrebande d'or. Maurice n'est pas un pays producteur d'or, mais elle joue un rôle clé d'intermédiaire financier dans les réseaux régionaux de contrebande. Des rapports suggèrent que ces flux seraient liés au Zimbabwe et à l'Afrique du Sud, et des acteurs étrangers utiliseraient des entreprises locales pour blanchir les profits. L'île Maurice a également été associée à l'exploitation illégale de sable, bien que les informations détaillées sur l'ampleur de cette activité soient limitées.

DROGUES

Le commerce d'héroïne est bien établi et Maurice est un point de transit important pour les réseaux internationaux de trafic de drogue. De l'héroïne de haute pureté est trafiquée via Maurice, avec des liens signalés avec Madagascar, l'Afghanistan et l'Afrique de l'Est et australe. Les autorités ont procédé à des saisies notables, mais les efforts des forces de l'ordre sont entravés par la corruption, certains agents de police étant impliqués dans les activités liées au trafic d'héroïne. Des rapports suggèrent que la recrudescence de la consommation d'héroïne a entraîné une augmentation des vols et des crimes violents, en particulier dans des zones telles que Karo Kalyptus, devenue une plaque tournante majeure de la distribution de drogue.

Le trafic de cocaïne est préoccupant, et Maurice est un pays de transit pour les cargaisons de cocaïne. Le marché est stable malgré les saisies policières, et la Bolivie et les Émirats arabes unis ont été identifiés comme des points commerciaux clés. La corruption au sein des forces de l'ordre a facilité la contrebande de cocaïne, et des agents ont été impliqués dans des activités de trafic. La consommation de cocaïne est relativement faible, principalement associée à des classes aisées de la population et aux expatriés.

Le commerce de cannabis est stable et repose sur des acteurs étrangers qui introduisent la drogue en contrebande dans le pays. La Réunion est le principal fournisseur, tandis que Madagascar est une voie de transit essentielle. Des saisies récentes ont également révélé des liens avec la Russie et l'Afrique du Sud, indiquant l'élargissement des réseaux de trafic de cannabis. La demande locale est élevée malgré les efforts de répression, et les débats sur la légalisation du cannabis ont pris de l'ampleur ces dernières années.

Le trafic de drogues de synthèse est bien établi et implique des acteurs locaux et étrangers. La contrebande par voie maritime et, dans une moindre mesure, la production locale de drogues de synthèse constituent des préoccupations majeures. Des affaires récentes suggèrent que les trafiquants utilisent des méthodes de dissimulation de plus en plus sophistiquées, notamment en dissimulant des substances dans des sels de bain et des huiles, ce qui complique leur détection. De plus, la corruption permet aux réseaux de trafic d'opérer avec un degré significatif d'impunité sur l'ensemble des îles. Maurice est un hub mondial de transit pour les drogues de synthèse, avec des liens établis vers des destinations internationales, notamment Hong Kong, la Chine, l'Allemagne et les Émirats arabes unis. Les drogues de synthèse sont associées à des formes de criminalité violente et les autorités ont signalé un volume élevé de saisies dans les aéroports, ce qui indique une demande soutenue pour ces substances.

CRIMINALITÉ CYBERDÉPENDANTE

La criminalité cyberdépendante a augmenté à Maurice, le piratage, les ransomwares et les infections par logiciels malveillants constituant des menaces. Les rapports font état d'un nombre élevé d'incidents de criminalité cyberdépendante, soulignant l'intensification des risques. Les cas de piratage ont diminué, mais les ransomwares constituent un défi persistant, en particulier pour les entreprises et les institutions publiques. Cependant, l'ampleur réelle des ransomwares reste difficile à quantifier, car de nombreuses organisations touchées choisissent de ne pas divulguer publiquement les incidents.

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Maurice est vulnérable à diverses formes de criminalité financière. Des problèmes tels que le détournement de fonds, la fraude dans les marchés publics et la corruption persistent malgré les efforts du pays pour se débarrasser de son image de paradis fiscal à travers des réformes juridiques et un renforcement de la surveillance réglementaire. Le marché présente également des dimensions transfrontalières, avec des rapports – bien que minimes – faisant état de tentatives de fraude offshore. La fraude cyber-facilitée est la forme la plus répandue de criminalité financière, et les jeunes professionnels et les retraités sont fréquemment pris pour cible. Les escroqueries les plus courantes incluent les offres d'emploi frauduleuses, la fraude dans le commerce en ligne, les fraudes sentimentales et les fraudes à l'investissement, qui sont toutes de plus en plus répandues et entraînent des pertes financières importantes pour les victimes. Des réseaux criminels, notamment des réseaux de fraudeurs vaguement liés entre eux et des entités du secteur privé dans les institutions financières, ont été impliqués dans ces stratagèmes. Ces acteurs exploitent souvent la confiance des victimes par une manipulation progressive, les contraignant à effectuer des transactions frauduleuses sur une période prolongée.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Bien que l'île Maurice ne connaisse pas une présence significative de groupes de type mafieux, certains gangs organisés fonctionnent de manière comparable, notamment en termes de structure hiérarchique et de recours à la violence. Ces groupes recrutent des jeunes membres issus de leurs communautés, en cultivant un sentiment d'appartenance et de loyauté. Leurs activités sont principalement axées sur l'extorsion, la traite des personnes et le trafic d'armes. Leurs liens présumés avec des acteurs étatiques, notamment à travers des pratiques de corruption susceptibles de faciliter leurs opérations, suscitent des préoccupations croissantes. Les réseaux criminels sont bien établis à Maurice et opèrent sur de nombreux marchés illicites, notamment l'extorsion et le racket, la contrefaçon, les crimes environnementaux et le trafic de drogue. Ces réseaux, bien que très répandus, ont tendance à fonctionner de manière décentralisée et les acteurs impliqués changent fréquemment. Des rapports suggèrent que certains réseaux entretiendraient des liens transnationaux, en particulier dans le domaine du trafic de drogue, avec les Émirats arabes unis, l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan. Ces réseaux sont présents sur divers marchés illicites, mais ils ne semblent pas exercer d'influence significative sur les institutions étatiques ou le paysage politique. Les acteurs intégrés à l'État opèrent de manière largement indépendante et les éléments disponibles suggèrent que leurs activités sont davantage opportunistes qu'inscrites dans un effort coordonné visant à faciliter le crime organisé. Selon les perceptions publiques, certains responsables publics exerceraient une influence sur les marchés criminels, bien que les preuves demeurent limitées. Ces acteurs exploitent principalement leur position pour obtenir des ressources auprès de particuliers plutôt que d'influencer directement les politiques publiques ou les activités criminelles transnationales. Les acteurs étrangers, en particulier des ressortissants boliviens et émiratis, sont actifs à Maurice. Parmi d'autres influences étrangères, on peut notamment citer des acteurs chinois et hongkongais,

en particulier sur le marché des contrefaçons, où la Chine a été identifiée comme le principal fournisseur. Ces acteurs étrangers n'opèrent pas de manière isolée, mais collaborent avec des acteurs locaux, ce qui démontre un certain degré d'intégration dans le paysage criminel.

Les réseaux ont également impliqué des acteurs étrangers, et des cas impliquant des étudiants nigériens introduisant clandestinement de la drogue dans le pays ont été signalés. Cependant, aucun élément probant ne permet de les relier directement à des réseaux criminels organisés plus importants. Les acteurs du secteur privé jouent un rôle important dans la facilitation de la criminalité organisée, en particulier dans les domaines de la criminalité financière et du commerce illicite. Des rapports indiquent que la contrebande d'or et le blanchiment d'argent constituent des secteurs clés où des acteurs du secteur privé ont été impliqués, et les entreprises servent de relais pour les flux financiers illicites. Le marché de la traite des personnes a été associé à des salons de beauté et des centres de massage, qui serviraient de couverture à des activités liées à la prostitution et à la traite. Ces entreprises ne se limitent pas à des opérations nationales, et présenteraient des liens transnationaux, notamment avec l'Afrique du Sud, les Émirats arabes unis et le Zimbabwe. Les autorités ont identifié des cas impliquant l'utilisation de systèmes informels de transfert financier à des fins de blanchiment d'argent à Maurice. Certaines de ces opérations ont été associées à des entreprises opérant comme des façades légitimes, facilitant le transfert de fonds vers des destinations internationales, notamment Dubaï, l'Inde, l'Afrique du Sud et les Comores. Des inquiétudes ont été exprimées concernant l'intersection entre les acteurs privés et publics dans des activités frauduleuses. Des rapports suggèrent que des entités privées ont tiré parti de leurs relations avec des responsables publics pour obtenir des avantages contractuels, ce qui soulève des questions sur l'influence potentielle des entreprises et la corruption dans l'attribution des marchés publics.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

L'île Maurice bénéficie d'un environnement politique stable, avec une structure démocratique bien établie et un cadre juridique solide pour lutter contre le crime organisé. Les autorités ont pris des mesures pour combattre la criminalité par le biais de réformes législatives et d'une collaboration internationale. Cependant, des inquiétudes subsistent quant à l'influence politique sur les forces de l'ordre et aux poursuites sélectives, ce qui contribue au scepticisme au sein de l'opinion publique. Le pays n'a pas connu de conflits internes ou externes et son système démocratique est resté largement

intact. Les élections générales de novembre 2024 ont été marquées par des tensions, bien que le taux de participation ait été élevé, malgré les controverses politiques. Les élections ont entraîné un changement politique important, la coalition d'opposition ayant remporté une victoire décisive, portée par le mécontentement croissant de la population face aux difficultés économiques, à la criminalité et à la corruption. La transparence et la responsabilité des gouvernements constituent néanmoins des points de vigilance. Maurice dispose de mesures anticorruption et d'un cadre juridique pour la déclaration de patrimoine, mais leur mise en œuvre est inégale. Les enquêtes portant sur les malversations

financières impliquant des élites politiques ont donné lieu à des résultats judiciaires mitigés, ce qui soulève des questions quant à l'impartialité des institutions de contrôle. Le pays a pris des mesures pour améliorer les politiques de divulgation financière, mais des défis persistent pour garantir leur respect à tous les niveaux de gouvernance. Des responsables publics ont fait l'objet d'enquêtes pour irrégularités financières, mais les poursuites judiciaires aboutissent rarement. Maurice participe à des cadres internationaux de lutte contre la criminalité et a ratifié de nombreuses conventions relatives à la criminalité organisée, au trafic de drogue et à la criminalité financière. Le pays coopère avec des organismes régionaux et des services répressifs internationaux, notamment INTERPOL et le Groupe de lutte contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Est et australe, afin de renforcer la prévention de la criminalité transfrontalière. Il entretient également des relations de coopération avec les pays voisins et les partenaires d'Asie du Sud, facilitant ainsi le partage de renseignements et le renforcement des capacités en matière de lutte contre la criminalité.

L'île Maurice dispose d'un cadre juridique complet couvrant des infractions telles que les délits liés à la drogue, la traite des personnes, la criminalité cyberdépendante et la contrebande. Le pays se distingue également dans le domaine de la lutte antitabac, ayant été le premier pays en Afrique à adopter le conditionnement neutre des produits du tabac. Cependant, elle ne dispose pas de législation visant spécifiquement les groupes criminels organisés en tant qu'infraction distincte. De plus, malgré les réformes en cours et les initiatives ciblées, Maurice ne dispose pas d'une stratégie nationale unifiée axée sur la lutte contre le crime organisé, ce qui crée un vide dans son cadre pénal par ailleurs en pleine évolution. Si des lacunes subsistent dans la lutte contre le trafic d'armes à feu, la contrefaçon et les crimes environnementaux, des progrès ont été réalisés dans la lutte contre la criminalité financière. La loi sur la Commission des crimes financiers a instauré un nouveau cadre en donnant la priorité à des contrôles plus stricts en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et en ciblant un éventail plus large de risques de criminalité financière. Maurice se prépare à l'augmentation de la criminalité cyberdépendante, en mettant en œuvre une stratégie nationale de cybersécurité pour 2023-2026 et en adoptant des lois actualisées sur la criminalité cyberdépendante. Dans le domaine de l'usage de drogue, le gouvernement s'oriente vers une approche de réinsertion pour l'usage personnel, prévoyant de dépénaliser la possession de petites quantités et l'adaptation du cadre législatif en conséquence.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Bien qu'il ne dispose pas d'unités spécialisées dans la lutte contre le crime organisé, le système judiciaire mauricien a démontré son efficacité grâce à des poursuites judiciaires couronnées de succès. Toutefois, des inquiétudes subsistent quant à l'indépendance judiciaire, en particulier dans les affaires impliquant des personnalités politiques. Les

établissements pénitentiaires, bien qu'ils jouent un rôle essentiel dans la prévention de la criminalité, ont été critiqués pour ne pas respecter pleinement les normes internationales en matière d'hygiène et de traitement des détenus. Des indications laissent penser que des acteurs de la criminalité, y compris des groupes organisés, exercent une influence en milieu carcéral. Des rapports font également état de cas de collusion entre le personnel pénitentiaire et les détenus, permettant à certains individus, notamment impliqués dans le trafic de drogue, de poursuivre leurs activités depuis les centres de détention. Les forces de l'ordre, notamment l'Unité de lutte contre la drogue et la contrebande et le Département central d'enquête criminelle – qui comprend des unités chargées des crimes maritimes, de la criminalité cyberdépendante, de la criminalité financière et d'autres crimes – jouent un rôle central dans la lutte contre le crime organisé. Ces services ont progressé dans la lutte contre les réseaux de trafic de drogue et la criminalité financière, mais les ingérences politiques et la corruption entravent leur efficacité. Malgré le soutien international dans le cadre d'initiatives de renforcement des capacités qui ont amélioré les moyens d'enquête, la confiance du public envers les forces de l'ordre reste faible en raison d'allégations de fautes professionnelles et d'application sélective de la loi. En tant qu'État insulaire doté d'un littoral étendu et de nombreuses îles périphériques, Maurice est confrontée à des défis importants pour maintenir son intégrité territoriale en raison de sa situation géographique et de ses capacités limitées en matière de surveillance maritime. Les zones côtières étendues et complexes présentent des difficultés pour les forces de l'ordre, en particulier pour lutter contre le trafic de drogue, qui reste un problème persistant. En réponse aux défis liés à la sécurité des frontières, le gouvernement, en collaboration avec des partenaires internationaux, a mis en place des initiatives visant à renforcer la sécurité portuaire et les mesures de contrôle aux frontières. Cependant, des lacunes persistent notamment, en matière de la contrebande de marchandises illicites et de produits de contrefaçon. Les différends territoriaux en cours, notamment celui concernant une zone économique exclusive près de Chagos, compliquent la capacité du pays à gérer et à protéger efficacement ses frontières maritimes.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La lutte contre le blanchiment d'argent a été une priorité pour Maurice, en particulier après son retrait de la liste grise du Groupe d'action financière en 2021. Des réglementations financières plus strictes ont été introduites, ce qui a conduit à un renforcement de la surveillance des transactions financières et des activités bancaires offshore. Bien qu'il n'existe pas d'unités de renseignement financier, les réformes proposées prévoient la création de telles unités. À ce stade, aucune date de mise en œuvre n'a été annoncée par le Parlement. Néanmoins, le secteur financier reste vulnérable, en particulier en ce qui concerne la fraude fiscale et les flux de capitaux illicites.

Maurice a fait preuve de résilience face au crime organisé grâce à son solide cadre réglementaire économique relativement solide. Les réformes visant à renforcer la transparence et la surveillance des transactions financières ont contribué à réduire les possibilités d'activités illicites. Historiquement, le pays était considéré comme un centre facilitant l'optimisation fiscale agressive et le blanchiment de capitaux, en particulier dans des secteurs tels que l'immobilier et les produits de luxe, où les réseaux criminels exploitaient les lacunes réglementaires. Cependant, Maurice a depuis mis en œuvre d'importantes réformes fiscales et financières en réponse à ses mécanismes de régulation, renforçant ses mécanismes réglementaires et s'alignant sur les normes mondiales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le soutien aux victimes et aux témoins est assuré par des institutions publiques et des organisations non gouvernementales. Des programmes destinés aux survivants de la traite et des services de réhabilitation liée à la consommation de drogues ont été mis en place, mais le manque de ressources limite leur portée et leur efficacité. Les victimes de la traite des personnes ont souvent des difficultés à obtenir une aide juridique, et les dispositifs de protection des témoins sont insuffisamment développés, ce qui soulève des inquiétudes quant à la sécurité des personnes qui coopèrent avec les forces de l'ordre. Des rapports suggèrent que les centres d'accueil pour les victimes de la traite sont limités et les programmes de réinsertion ne répondent pas aux besoins de réadaptation à long terme. Dans le cadre de la stratégie gouvernementale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, un élément clé est le projet de loi sur les lanceurs d'alerte. Cette initiative devrait encourager davantage de personnes à fournir des informations sur les activités du crime organisé et prévoit des mesures pour les protéger.

Les initiatives de prévention visant le crime organisé comprennent des campagnes de sensibilisation du public et des réformes juridiques destinées à encourager le signalement et à améliorer l'identification de la traite des

personnes et de la criminalité financière. Maurice a renforcé ses capacités d'enquête dans ces domaines grâce à une meilleure coordination institutionnelle et à des modifications ciblées de textes législatifs. De nouvelles protections contre l'exploitation par le travail, telles que la suppression des frais de recrutement à la charge des travailleurs, ont été mises en place. Le gouvernement a également renforcé les mécanismes de coordination de la lutte contre la traite des êtres humains et inauguré un Centre de ressources pour les migrants afin de promouvoir des pratiques de travail équitables et de réduire le risque d'exploitation. Malgré ces mesures, leur mise en œuvre effective reste limitée.

La société civile mauricienne est active et engagée dans les sphères sociale, économique, culturelle et politique, bénéficiant du soutien du gouvernement et de financements internationaux. Cependant, des inquiétudes ont été exprimées concernant les restrictions des libertés démocratiques, en particulier après une tentative de l'autorité de régulation des communications de limiter l'accès aux réseaux sociaux avant les élections générales. Cette décision a été rapidement annulée après une mobilisation publique, mais elle a suscité des inquiétudes quant à d'éventuelles atteintes aux libertés civiles. Au cours de la dernière décennie, les libertés démocratiques ont été soumises à des contraintes croissantes et les préoccupations concernant l'influence politique dans la gouvernance se sont accrues. Le paysage médiatique, bien que dynamique, n'est pas sans défis, car les cas de censure et de polarisation persistent. La chaîne de télévision nationale a été critiquée pour avoir favorisé les discours du gouvernement et omis de manière sélective la couverture de questions politiques controversées. L'influence des élites politiques et économiques dans la propriété des médias a contribué à susciter des inquiétudes quant à la partialité des reportages et à la représentation limitée des voix de l'opposition.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.